



## Sahel : Crise alimentaire et nutritionnelle

FICHE-INFO ECHO

### Faits et chiffres

- **37 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire sévère ou modérée, dont 6,3 millions ayant besoin d'une aide alimentaire d'urgence.**
- On estime que **5,9 millions d'enfants** devraient souffrir de **malnutrition aiguë** en 2016, dont 1,9 million de sa forme la plus sévère à partir de juin 2016.
- **La dénutrition tue plus de 550 000 enfants chaque année** au Sahel.
- **4,5 millions** de personnes contraintes au déplacement : 1 million de réfugiés, 2,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et 1 million de rapatriés.

L'UE soutient **AGIR**, l'alliance globale pour le renforcement de la résilience en Afrique de l'Ouest. 17 pays participent à cette initiative pour faire baisser la dénutrition chronique et atteindre l'objectif '**Zéro Faim**' d'ici 2032.

**Financement humanitaire consacré à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel :**

**2016 : € 203,7 millions**

**Sources :**  
**CILSS/PAM/COHA/FAO/UNICEF**

Aide humanitaire et  
protection civile

B-1049 Bruxelles, Belgique

Tél.: (+32 2) 295 44 00

Fax: (+32 2) 295 45 72

E-mail:

[echo-info@ec.europa.eu](mailto:echo-info@ec.europa.eu)

Site Internet:

<http://ec.europa.eu/echo>



\*Toutes les dernières  
fiches-info ECHO:  
[bit.ly/echo-fi](http://bit.ly/echo-fi)



Soins nutritionnels pour les enfants, à l'hôpital d'Abeche au Tchad © PAM/Rein Skullerud

### En bref

- L'Union européenne est l'un des plus importants bailleurs de fonds humanitaires au Sahel ; l'assistance qu'elle porte à cette région a été réaffirmée et dépasse déjà les **€ 203 millions jusqu'ici en 2016**. Ces fonds humanitaires permettent d'aider **1,2 million de Sahéliens affectés par l'insécurité alimentaire** et de traiter **550 000 enfants affectés par la malnutrition aiguë sévère**, ce qui représente **un quart de l'ensemble des besoins du Sahel en termes de sécurité alimentaire et 43 % de ses besoins en matière de nutrition infantile**.
- L'actuelle crise **alimentaire et nutritionnelle\*** au Sahel est aggravée par **l'érosion de la résilience des populations**, due à une rapide succession de crises, à l'absence de services de base et aux ramifications des **conflits** sévissant dans la région.
- Les dernières enquêtes réalisées dans la région indiquent une **dégradation** de l'état nutritionnel de nombreux pays du Sahel. La situation dans le nord du Nigeria et au Tchad est particulièrement critique, d'autant plus maintenant avec le début de la période de soudure.
- Les besoins urgents au Sahel le deviendront durablement, **si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition**, et que l'on ne renforce pas la résilience des populations les plus pauvres. La Commission européenne a appuyé la création d'**AGIR\***, l'alliance globale pour le renforcement de la résilience en Afrique de l'Ouest ayant pour mission d'atteindre l'objectif '**Zéro Faim**' d'ici 2032.
- La Direction générale de la Commission européenne en charge de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO) contribue à l'objectif de résilience de l'Union européenne en finançant le Fonds d'affectation spéciale de l'UE pour la stabilité, et s'attèle ainsi à lutter contre les causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements de population en Afrique. Au travers de cette contribution financière, l'idée est de renforcer la résilience des communautés les plus vulnérables et de lier plus concrètement les efforts de secours, de réhabilitation et de développement.

## Situation et besoins humanitaires

### Contexte

La région du Sahel subit encore les conséquences de **quatre crises alimentaires et nutritionnelles consécutives** (2005, 2008, 2010 et 2012), de nombreux foyers vulnérables ayant encore du mal à s'en remettre. L'insécurité alimentaire est aggravée par le débordement des conflits au Mali, dans le nord du Nigéria et en République centrafricaine.

Environ 20 % de la population – au moins 25 millions de personnes – sont considérés comme extrêmement pauvres et nécessitant une certaine forme de protection sociale. Bien que la majorité des Sahéliens vivent de l'agriculture, de nombreux foyers pauvres parviennent à peine à couvrir 20 % de leurs besoins alimentaires par ce biais. Les crises alimentaires successives et **les nombreux conflits ont sérieusement érodé la résilience des populations** les plus pauvres et les plus affectées, ainsi que celle des communautés accueillant les réfugiés. Les difficultés que ces populations rencontrent pour couvrir leurs besoins alimentaires quotidiens sont devenues un défi quasiment permanent. Embourbées dans le cercle vicieux de la pauvreté, nombreuses sont les familles qui ne consomment qu'un seul repas par jour pendant la période de soudure. Les plus désespérées sont contraintes de migrer, de s'endetter ou d'accepter de se faire exploiter.

Afin de briser le cycle sans fin des crises au Sahel, il faut **s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire chronique et des taux élevés de malnutrition**. Parmi ces causes, on peut citer l'extrême pauvreté et les inégalités, l'accès limité aux services de base, la dégradation de l'environnement, le changement climatique et la croissance démographique (3 % par an), qui se trouve être l'une des plus rapides au monde et surpasser la croissance économique et le progrès agricole. Au rythme actuel, la population du Niger – pays où 1,3 million d'enfants souffrent de malnutrition aiguë chaque année – pourrait bien doubler tous les 20 ans. Cette tendance ne fait qu'ajouter à la part toujours croissante d'enfants gravement dénutris dans ce pays.

La plupart de ces causes structurelles exigent des efforts communs et déterminés de la part des gouvernements nationaux, et des bailleurs de fonds humanitaires et de développement, si l'on veut réellement en venir à bout et réduire l'impact de ce que l'on pourrait appeler une **'crise de déficit de résilience'**.

### Principaux besoins et problèmes relatifs

La situation humanitaire au Sahel demeure **très fragile**. Près **d'un quart de la population est actuellement confrontée à une insécurité alimentaire modérée à sévère** dans neuf pays du Sahel : le Sénégal, la Gambie, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, le Cameroun et le Nigéria.

D'après les chiffres de l'enquête 'Cadre harmonisé', menée au début de l'année 2016, **37 millions de personnes souffriraient d'insécurité alimentaire** au Sahel, avec **6,3 millions d'entre elles (21 %) souffrant d'insécurité alimentaire sévère et nécessitant une aide d'urgence**. Ce chiffre est susceptible de croître pour atteindre les 8,3 millions entre juin et août, pendant la période dite 'de soudure' – période entre deux récoltes, où les stocks alimentaires sont épuisés et où l'état de centaines de milliers de familles a généralement tendance à se dégrader rapidement.

La **situation est aussi particulièrement critique** sur le plan nutritionnel, dans l'ensemble de la région. On estime que 5,9 millions d'enfants de moins de cinq ans devraient souffrir de malnutrition aiguë modérée au cours de l'année 2016, dont **1,9 million risquant une malnutrition aiguë sévère**. Ceci représente une **hausse de 27 %** par rapport à l'an dernier. L'organisation de soins nutritionnels et d'alimentation complémentaire demeure une priorité.



L'insurrection de Boko Haram dans le nord du Nigéria a donné lieu à des violences aveugles contre les civils à une échelle massive, forçant 2,2 millions de personnes à abandonner leur domicile et perturbant les activités commerciales et agricoles. Les centres de santé ont fermé et la population est en fuite, ce qui entrave les efforts de détection des besoins et d'aide aux dénutris. **Actuellement, le nord du Nigéria à lui seul enregistre plus de 50 % des cas d'insécurité alimentaire sévère** ; cela représente 3,4 millions de personnes nécessitant une aide immédiate.

Dans d'autres régions du Sahel, **les réfugiés et rapatriés** du Mali, de République centrafricaine et du Soudan, dépendent encore de l'aide humanitaire pour couvrir leurs besoins fondamentaux.

## Réponse humanitaire de l'Union européenne

### Financement

La grave crise alimentaire et nutritionnelle de 2012-2013 a donné lieu à une intensification sans précédent de l'aide humanitaire. Avec une contribution humanitaire substantielle de **€ 203,7 millions en 2016**, la Commission européenne poursuit son engagement à fournir une aide vitale à la région, en couvrant un quart de l'ensemble des besoins locaux en matière de sécurité alimentaire, ainsi que 43 % des besoins de la région en matière de soins contre la malnutrition infantile. Les fonds contribués par la Commission permettront à ses partenaires d'apporter une aide alimentaire en nature ou en espèces à 1,2 million de personnes affectées par l'insécurité alimentaire, et de traiter 550 000 enfants souffrant de dénutrition aiguë sévère, dans les systèmes de santé nationaux.

Les activités financées comprendront une [assistance alimentaire](#)\*, sous la forme de transferts en espèces, de coupons ou de rations alimentaires en nature, normalement distribuée pendant la période de soudure ; la distribution d'aliments prêts à manger et de médicaments de première nécessité aux enfants sévèrement dénutris, ainsi que des équipements et systèmes hydriques et d'hygiène dans les centres de santé ; et la formation et la supervision des équipes et le dépistage des enfants à risque. La Commission perpétuera aussi son aide aux centaines de milliers de déplacés originaires du Mali, du Nigéria, du Soudan et de République centrafricaine. L'UE a piloté, avec succès, dans cette région, des programmes de transferts en espèces et de soins de santé gratuits, comme mesures de protection sociale.

Depuis 2015, la Commission européenne et le Royaume-Uni mettent en place un programme commun – 'Apporter une aide humanitaire dans le cadre des crises au Sahel' (PHASE) – dont la durée initiale prévue est de trois ans. Ce partenariat a pour mission de répondre aux trois grands défis auxquels est confrontée la région du Sahel : la dénutrition et l'insécurité alimentaire, les besoins engendrés par le conflit, notamment en termes de déplacement et de protection, et la multiplication des épidémies et autres catastrophes naturelles. En unissant leurs forces et en mettant en commun leurs ressources, la Commission européenne et le Royaume-Uni cherchent à avoir un meilleur impact en matière de gestion de crises menaçantes, mais aussi à encourager des approches et politiques de renforcement de la résilience dans la région.

En 2016, l'action humanitaire de la Commission européenne au Sahel demeure guidée par le Plan d'intervention humanitaire des Nations unies pour le Sahel pour la période 2014-2016. S'adaptant au contexte particulier du Sahel, sa stratégie de réponse vise à trouver un équilibre entre **répondre aux besoins immédiats découlant des catastrophes et conflits et gérer la vulnérabilité chronique**, de sorte à inverser la tendance des besoins humanitaires grandissants, en **renforçant la résilience** des plus vulnérables.



## AGIR et le Fonds d'affectation spéciale de l'UE

La Commission européenne a soutenu la création **d'AGIR, l'alliance globale pour l'initiative de résilience** au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Lancée en décembre 2012, l'initiative réunit des gouvernements d'Afrique de l'Ouest, des organisations régionales, des bailleurs de fonds et la communauté humanitaire autour de l'objectif 'Zéro Faim', à atteindre d'ici 2032.

Grâce à AGIR, les gouvernements africains et leurs partenaires de développement sont incités à faire baisser la malnutrition chronique, améliorer la production agricole et les moyens de subsistance, développer et renforcer les filets de sécurité sociaux, de sorte à préserver les plus vulnérables du cycle infernal des crises. Dans la région, ECHO a dirigé avec succès des programmes de transfert en espèces et de soins de santé gratuits, comme mesures de protection sociale.

Avec une contribution européenne globale de **€ 1,8 milliard**, tiré du budget de l'UE, du Fonds européen de développement et du budget des États membres, le Fonds d'affectation spéciale d'urgence de l'UE pour la stabilité, qui s'attaque aux causes profondes des migrations irrégulières et déplacements de population en Afrique, a été créé pour résoudre les crises dans les régions du Sahel, du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du nord. La Direction générale de la Commission européenne en charge de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO) contribue **€ 10 millions**, en 2016, à l'objectif de résilience de ce Fonds d'affectation spéciale. Cette contribution permettra d'organiser des activités de renforcement des liens entre secours, réhabilitation et développement (LRRD), comme soutenir les communautés locales en matière de sécurité alimentaire ou organiser des services de base pour les populations locales – en particulier, les plus vulnérables, ainsi que les réfugiés et déplacés.

## Exemples de projets humanitaires

### Aide alimentaire



Au [Niger](#)\*, le Programme alimentaire mondial de l'ONU a apporté une aide alimentaire aux foyers vulnérables, en échange de leurs efforts pour régénérer les sols. Outre des vivres, les bénéficiaires impliqués dans ce projet ont reçu en location une part des terres qu'ils travaillent, ce qui leur permet d'entretenir des cultures pour leurs familles.  
© PAM/Tim Dirven soutenu par l'UE.

Au [Burkina Faso](#)\*, dans la région reculée de Tapoa, Action contre la faim (ACF) implémente des programmes d'argent-contre-travail. En échange d'argent pour s'acheter de quoi manger, 900 foyers ont contribué à la construction de digues autour des champs de riz, en vue de retenir l'eau de pluie et d'améliorer les prochaines récoltes. Au total, chaque ouvrier a reçu € 90 sur trois mois, l'équivalent de trois sacs de 100 kg de sorgho. Dans l'ensemble, l'UE a permis à ACF d'aider 40 000 personnes dans la région. © Raphael de Bengy



## Prévention et gestion de la dénutrition



Dans la région de Guidimakha en **Mauritanie**, le partenaire d'ECHO, Action contre la faim, garantit l'identification des enfants sévèrement malnutris, ainsi que leur traitement dans les centres de santé locaux et les cliniques mobiles. Le projet, financé par la Commission et le DFID, comprend également des activités de prévention de la dénutrition, comme des sessions éducatives et des pièces de théâtre avec les communautés, pour faire passer les messages de nutrition et d'hygiène susceptibles de permettre d'éviter cette maladie. © ECHO/DFID/ACF/S. Cherkaoui

## Renforcement de la résilience

Dans la région de Kanem au Tchad, la Commission européenne et le DFID soutiennent les efforts conjoints d'Action contre la faim et de Médecins du Monde, visant à organiser une réponse intégrée aux besoins alimentaires, sanitaires et nutritionnels des populations les plus vulnérables, tout en renforçant leur résilience aux chocs extérieurs. Ainsi, par exemple, dans le cadre de ce projet, les foyers à risque de dénutrition aiguë reçoivent une aide en espèces et une promotion de moyens de subsistance, comme la pratique du jardinage, l'agriculture pluviale, les banques de céréales et de bétail, est organisée. Au total, ce sont 5300 familles qui bénéficient de ce projet. © UE/ECHO/Anouk Delafortrie

